

## Séminaire « co-construction des politiques publiques »

Cette journée du 16 février au Sénat s'inscrit dans le cadre d'un séminaire dédié à la co-construction des politiques publiques initié par le [RTES](#), avec [l'UFISC](#) bien sûr mais aussi le CAC, le [RNMA](#) et le [Mouvement Associatif](#). Une première rencontre de ce séminaire a eu lieu à Bordeaux le 4 novembre dernier et un certain nombre de documents sont déjà disponibles sur [cette page dédiée](#).

### "Coconstruction des politiques publiques locales" Retour sur le séminaire de Bordeaux - 4 novembre 2016

par [Martin Besnier](#) - le 10 novembre 2016  
<http://rtes.fr/Seminaire-coconstruction-des>

Le RTES organisait le 4 novembre à Bordeaux un séminaire consacré à la "co-construction des politiques publiques". Collectivités, acteurs et chercheurs ont pu partager réflexions et pratiques lors de cette rencontre accueillie à la Mairie de Bordeaux, et organisée en partenariat avec Bordeaux Métropole, le Département de Gironde et la Région Nouvelle Aquitaine.

Cette journée s'inscrit dans le cadre d'une [démarche de recherche-action](#) associant le RTES, le Mouvement Associatif, le Réseau National des Maisons des Associations, l'U.F.I.S.C et le Collectif des Associations Citoyennes, ainsi que la chaire Economie Solidaire du CNAM et l'institut de recherche de la Caisse des dépôts et Consignations.

L'importance de cette journée, qui ouvrait le mois de l'ESS à Bordeaux, a été soulignée par les nombreux intervenants. Importance de la thématique tout d'abord, pour beaucoup co-substantielle de l'ESS, et illustrant le fait que l'ESS peut être un outil de transformation des politiques publiques ; importance de croiser les regards sur cette approche, entre niveaux de collectivités et élus, entre réseaux d'acteurs, entre acteurs, collectivités et chercheurs ; importance de l'ouverture européenne et internationale, avec les témoignages de Brescia et de Barcelone.

**Jean-Louis Laville** a introduit les débats de la journée en rappelant les liens entre coconstruction et démocratie, et en soulignant qu'il s'agit aujourd'hui de créer une nouvelle génération d'action publique, qui ne se construise plus de façon descendante, et qui ne soit pas le monopole des pouvoirs publics. La question du cadre dans lequel s'inscrit la solidarité a été posée. Historiquement inscrite en France dans un cadre démocratique, des menaces existent aujourd'hui qu'elle redevienne du domaine privé, dans un cadre philanthropique.

**Charles-Benoit Heidsieck**, président-fondateur du Rameau, s'est félicité du chemin parcouru ces dernières années en matière de coconstruction et de partenariats. Le "devoir d'alliances" est nécessaire, et ce sentiment est partagé aussi bien par les entreprises, les associations que les élus, comme l'illustre la dernière étude menée par le Rameau auprès des élus. Si tout partenariat n'est pas nécessairement vertueux, le développement d'une économie plurielle, sur une approche territorialisée, est possible par le développement de nouvelles alliances socioéconomiques.

La 1ère table ronde a mis en évidence la façon dont une politique d'ESS se mettait en place en lien avec les acteurs du territoire, et le changement de posture que cela impliquait de la part des élus, à **Lille**, dans le cadre d'un des 1ers plans locaux de développement de l'ESS initié il y a une quinzaine d'années, [Barcelone](#), avec la mise en place d'une politique volontariste de soutien à l'économie coopérative, sociale et solidaire, ou **Brescia**, avec la mise en place d'un territoire "Zéro compétition".

Trois ateliers étaient organisés l'après-midi :

- ▶ la co-construction à l'échelle des grandes régions, avec les interventions de **Pascal Duforestel**, conseiller régional délégué à l'ESS Nouvelle Aquitaine et **Arnaud Virrion**, président de la CRESS

Aquitaine, et **Michel Machicoanne**, vice-président du Mouvement Associatif. Retrouvez le [panorama de la construction des politiques régionales d'ESS](#) présenté par **Chloé Leureaud**, du CNCRESS.

► les parties prenantes de la coconstruction, avec les interventions de **Yohan David**, conseiller délégué à l'ESS de la ville de Bordeaux, [Cécile Hébrard, directrice de projet ESS au conseil départemental de Gironde](#), sur la démarche de Livre Blanc de l'ESS, et de **Sandra Guilmin**, sur le [conseil de l'ESS de Strasbourg Eurométropole](#).

► les outils possibles de la coconstruction, avec les interventions de **Michel Souillac**, adjoint au maire de Fresnes en charge de l'ESS et de la vie associative, **Nicolas Boisselier**, responsable Vie associative de Saintes, et **Yvon Massin**, membre associatif du [comité de la charte de la ville de Saintes](#), responsable associatif, et **Sébastien Cornu**, président de l'UFISC.

Nécessité d'instaurer des relations de confiance dans la durée entre élus et acteurs soulignée par Sébastien Saint-Pasteur, conseiller délégué à l'ESS du département de Gironde, prise de risque de la coconstruction, nécessitant du temps, une volonté politique et une méthode, attention à porter à l'ensemble des acteurs, notamment les plus petits, ont été mis en évidence dans les ateliers.









**Laurent Fraisse** en conclusion a souligné que 2016 n'était pas l'année zéro de la coconstruction, mais que des démarches étaient engagés depuis une vingtaine d'années dans les territoires. Il a proposé une définition de la coconstruction, un processus institué, ouvert et organisé associant une pluralité d'acteurs. Coconstruction n'est pas codécision, et n'est pas nécessairement démocratisation de l'action publique (ex lobbyings). Elle implique l'existence d'un interlocuteur en face des pouvoirs publics, comme les CRESS en France ou ce que Barcelone est en train de construire comme acteur collectif. Elle implique également de coconstruire une vision partagée, avec des statistiques, des repères, des récits,..., et d'articuler démocratie représentative et démocratie participative.

Christiane Bouchart a rappelé l'implication du RTES pour que la coconstruction soit inscrite dans la loi, et l'existence du recueil d'initiatives, ouvrant une voie entre subventions et marchés publics. Les échanges de la journée ainsi que ceux des [prochaines rencontres organisées](#) par les partenaires à Toulouse, Caen et Paris, seront capitalisés et alimenteront un séminaire de restitution qui sera organisé au cours du 1er semestre 2017.

---

**Un très grand merci pour l'organisation de cette journée aux élus et services de la ville de Bordeaux, et à la mobilisation de tous les partenaires, tant des collectivités (Bordeaux Métropole, Département de Gironde et région Nouvelle Aquitaine) que des réseaux d'acteurs (Mouvement Associatif, Ufisc, RNMA et Collectif des Associations Citoyennes )**

## Documents joints

-  Plaquette  Barcelone (PDF - 595.3 ko)
-  recherche-action (PDF - 545.3 ko)
-  Présentation élaboration charte vie asso Saintes (PDF - 838.7 ko)
-  Guide vie asso Saintes (PDF - 2.5 Mo)
-  Document (PDF - 1.2 Mo)
-  Document (PDF - 2.3 Mo)
-  Document (Powerpoint - 709.4 ko)